

Arrêté du 18 juillet 2013 portant modification (régisseurs d'avances et de recettes) au service administratif régional de la cour d'appel de Limoges
NOR : JUSB1318992A

La garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'arrêté du 17 février 2005 instituant des régies de recettes et des régies d'avances auprès des services administratifs régionaux des cours d'appel ;

Vu l'arrêté du 17 juin 2013, portant cessation de fonctions et nomination au service administratif régional de la cour d'appel de Limoges ;

ARRÊTE

Article 1

Les dispositions de l'arrêté du 17 juin 2013 portant cessation de fonctions et nomination d'une régisseuse titulaire au service administratif régional de la cour d'appel de Limoges sont modifiées comme suit :

Au lieu de : « Il est à compter de la date du présent arrêté, mis fin aux fonctions de Mme Patricia ROCHE, secrétaire administrative du 1er grade, en sa qualité de régisseuse titulaire au service administratif régional de la cour d'appel de Limoges. »

Lire : « Il est à compter de la date de passation des comptes, mis fin aux fonctions de Mme Patricia ROCHE, secrétaire administrative du 1er grade, en sa qualité de régisseuse titulaire au service administratif régional de la cour d'appel de Limoges. »

Au lieu de : « M. Stéphane LAINE, adjoint administratif de 2ème classe, est, à compter de la date du présent arrêté, nommé régisseur titulaire au service administratif régional de la cour d'appel de Limoges.»

Lire : « M. Stéphane LAINE, adjoint administratif de 2ème classe, est, à compter de la date de passation des comptes, nommé régisseur titulaire au service administratif régional de la cour d'appel de Limoges.»

Article 2

Le directeur des services judiciaires est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de la justice et notifié par les chefs de la cour d'appel de Limoges, en leur qualité d'ordonnateurs secondaires au comptable assignataire.

Fait le 18 juillet 2013.

La garde des sceaux, ministre de la justice,
Par délégation la chef du bureau des carrières
et de la mobilité professionnelle,

Marie-Noëlle DEHOUCK